

DEPARTEMENT
DE LA SAVOIE

ARRONDISSEMENT
DE
CHAMBERY

COMMUNE
DE
ETABLE

73110

Nombre de membres :
En exercice : 11
Présents : 10
Votants : 11

**Objet : Taxe
d'aménagement – fixation
du taux applicable à
compter du 01 janvier
2015.**

Certifié exécutoire compte
tenu de la transmission en
Préfecture, le 27 novembre
2014

De la notification et de la
publication le 27 novembre
2014

Le Maire,
C. COMPAING



EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL N°2

L'an deux mil quatorze

Le 21 Octobre 2014

Le Conseil Municipal de la commune de Etable

Dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire,

A la Mairie, sous la présidence de Mme Christiane COMPAING

Date de la convocation du conseil municipal : le 14 novembre 2014

Présents : Mme Christiane COMPAING, M. Joël RECORDON, M. Olivier COMMUNAL, M. Fabien GARCIA, Mme Ghislaine ANDRADA, M. Laurent JOUTY, Mme Pierrette PEYRE, M. Jean-Pierre LANDELLE, M. Frédéric SANTIN-JANIN et M. Jean-Pierre TRANCHANT.

Excusé : M. Yves MANDRAY (procuration à M. Joël RECORDON).

Mme Pierrette PEYRE a été élue secrétaire de la séance.

Madame le Maire rappelle que la commune finance ces équipements publics par la perception de la Taxe d'Aménagement depuis le 1^{er} mars 2012.

Pour les communes dotées d'une carte communale, l'institution de cette taxe n'est pas de plein droit.

Dès lors, il appartient à l'assemblée délibérante de se prononcer sur son institution et sur son taux.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Considérant que l'article précité prévoit que les communes peuvent fixer des taux différents dans une fourchette comprise entre 1% et 5%, selon les aménagements à réaliser, par secteurs de leur territoire ;

Après délibération, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

→ d'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 5%.

La présente délibération sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2015.
Toutefois, le taux fixé ci-dessus pourra être modifié tous les ans.

La présente délibération annule et remplace la délibération du 03 avril 2012.

Elle est transmise au service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Fait et délibéré à Etable,
Le 27 novembre 2014
Pour extrait conforme,
Le Maire,
C. COMPAING

